

GAZETTE DES TRIBUNAUX

ABONNEMENT:

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS:

Un an, 72 fr.

Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.

ÉTRANGER:

Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2.

au coin du quai de l'Horloge,

à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — *Cour de cassation* (ch. des requêtes). *Bulletin*: Procédure d'ordre; femme; autorisation; deniers dotaux; emploi. — *Autorité administrative*; compétence; travaux publics; dommages. — *Enregistrement*; jugement sur observations verbales. — *Cour de cassation* (ch. civ.). *Bulletin*: Société; Tribunal arbitral; appel; statuts sociaux; interprétation. — *Enregistrement*; cession de droits mobiliers et immobiliers. — *Action possessoire*; eaux courantes. — *Quotité disponible*; époux; enfants. — *Enregistrement*; droits fixes; notifications aux créanciers inscrits. — *Cour impériale de Paris* (1^{re} ch.): Emprunt d'Espagne de 1821; demande en restitution de bénéfices dans cet emprunt; prescription. — *Egout de ceinture de la ville de Paris*; vente d'un immeuble existant sur cet égout; demande en garantie.

JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises de l'Allier*: Complicité de parricide; poursuites dirigées contre la veuve d'un condamné à mort exécuté.

CHRONIQUE

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

Présidence de M. Mesnard.

Bulletin du 2 août.

PROCÉDURE D'ORDRE. — FEMME. — AUTORISATION. — DENIERS DOTAUX. — EMPLOI.

I. La procédure d'ordre est en état dans le sens des articles 342 et 343 du Code de procédure, lorsque les délais pour produire et contredire sont expirés. A ce moment, le changement d'état des parties ne peut exercer aucune influence sur les actes d'exécution qui peuvent suivre. Ainsi la femme, qui a procédé, dans un ordre, avec l'autorisation de son mari, n'a pas besoin, à partir de cette phase de la procédure, d'une autorisation de la justice, lorsque celle de son mari lui fait défaut par suite de la perte de l'exercice de ses droits civils; mais lorsque les parties ont été renvoyées à l'audience, et que le jugement intervenu est frappé d'appel par la femme, elle ne peut suivre, sur cet appel, qu'après y avoir été autorisée, et cette autorisation peut lui être valablement donnée par la Cour impériale devant laquelle elle plaide.

II. L'emploi des deniers dotaux de la femme ne peut donner lieu à une action contre le mari, sous le prétexte d'insuffisance, lorsque, régulier à l'origine comme fait, conformément aux prescriptions du contrat de mariage, son insuffisance ne s'est manifestée qu'à une époque ultérieure et sous l'influence de faits personnels à la femme qui, s'étant rendue adjudicataire de l'immeuble sur lequel le remploi avait été fait par hypothèque, en a provoqué la vente dans un moment inopportun, où la valeur des immeubles éprouvait la dépréciation la plus notable.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Cauchy, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Raynal; plaident, M^{rs} Lencôl. (Rejet du pourvoi de la dame Ledru-Rollin.)

AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — COMPÉTENCE. — TRAVAUX PUBLICS. — DOMMAGES.

A la juridiction administrative est exclusivement attribuée la connaissance des indemnités des dommages causés par l'exécution des travaux publics sans distinction entre les dommages temporaires et les dommages permanents (Jurisprudence conforme. Arrêt de cassation du 29 mars 1852). Ainsi, c'est devant la juridiction administrative qu'il y a lieu de se pourvoir pour faire statuer sur les indemnités qui peuvent être dues à un particulier pour l'exécution d'un pont par les agents de l'administration publique, lorsque ce pont, qu'elle avait le droit de faire, a été construit de manière à nuire à ce particulier.

Admission, au rapport de M. le conseiller Bernard (de Rennes), et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Raynal, plaident M^{rs} de Verdère. (Le préfet de Tarn-et-Garonne contre Ourliac.)

ENREGISTREMENT. — JUGEMENT SUR OBSERVATIONS VERBALES.

Dans une affaire intéressant l'enregistrement, lorsqu'après l'instruction faite par mémoires, la cause, en état d'être jugée, a été remise à une autre audience, sur la demande de l'administration, pour y faire valoir un nouveau moyen par elle découvert, il doit être procédé de la même manière, c'est-à-dire par mémoires. Si donc le jugement a été rendu, à cette dernière audience, sur la simple audition d'observations verbales respectivement présentées, l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII a été violé. Ce moyen étant d'ordre public, peut être opposé par la partie adverse de l'administration, comme par l'administration elle-même. (Arrêts conformes des 8 mars 1841 et 18 décembre 1851.)

Admission, au rapport de M. le conseiller Bernard (de Rennes) et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Raynal, plaident M^{rs} Hennequin, du pourvoi des époux Henrich.

COUR DE CASSATION (ch. civile).

Présidence de M. Béranger.

Bulletin du 2 août.

SOCIÉTÉ. — TRIBUNAL ARBITRAL. — APPEL. — STATUTS SOCIAUX. — INTERPRÉTATION.

Lorsqu'en insérant dans un acte social la clause compromissoire on est en même temps convenu que les arbitres statueront en dernier ressort, l'appel de la sentence arbitrale est cependant recevable si le mode spécial de composition ou de délibération du Tribunal arbitral n'a pu être observé; la renonciation à l'appel a pu être considérée par les juges du fait comme ayant pour condition inséparable le mode de composition et de délibération stipulé. (Article 52 du Code de commerce.)

Lorsque les statuts d'une société en commandite portent que l'actionnaire qui aura pas fait les versements dans un certain délai sera déchu de ses droits, en perdant le premier quart versé à la caisse sociale, c'est aux juges du

fait qu'il appartient de décider souverainement si, en subissant cette clause pénale, l'actionnaire peut se retirer de la société, ou si, au contraire, celle-ci peut, en renonçant à se prévaloir de la clause pénale, poursuivre contre l'actionnaire le versement du complément de la mise. En conséquence, l'arrêt qui décide qu'un actionnaire a pu, en subissant la clause pénale, se retirer de la société, échappe à la censure de la Cour de cassation. (Article 1228 du Code Napoléon.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Laborie, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Vaisse, d'un arrêt rendu, le 18 août 1851, par la Cour impériale de Paris. (Brousta ès-nom contre baron d'Haussez et autres; plaident, M^{rs} Moreau et Paul Fabre.)

ENREGISTREMENT. — CESSION DE DROITS MOBILIERS ET IMMOBILIERS.

Lorsque la cession de droits dans une succession contient à la fois des droits mobiliers et des droits immobiliers, s'il n'y a ni désignation précise, ni estimation spéciale des droits mobiliers, le droit de mutation immobilière est dû sur le montant intégral de la cession, et le double droit est encouru à défaut de déclaration dans le délai légal. (Lois des 22 frimaire an VII et 28 avril 1816.)

La production du testament établissant la distinction entre les droits mobiliers et immobiliers de l'héritier qui consent la cession, ne peut suppléer aux désignation et estimation.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Alcock, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Vaisse, d'un jugement rendu, le 30 janvier 1851, par le Tribunal civil de Bar-le-Duc. (Enregistrement contre Favorette; M^{rs} Moutard-Martin et Delvincourt, avocats.)

ACTION POSSESSOIRE. — EAUX COURANTES.

L'usage des eaux courantes peut, de la part de celui qui, ayant une possession annale, vient à être troublé, donner lieu à une action en complainte. (Article 23 du Code de procédure civile; article 6 de la loi du 25 mai 1838.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Renouard, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Vaisse, d'un jugement rendu le 26 mars 1851, par le Tribunal civil de Brignolles. (Giraud, Rivière et Gros contre Agnel et veuve Chauvet. — Plaident, M^{rs} Lanvin.)

QUOTITÉ DISPONIBLE. — ÉPOUX. — ENFANTS.

C'est en faveur de l'époux seulement, et à l'exclusion de toutes autres personnes, que l'article 1094, lorsqu'il existe des enfants, autorise l'extension exceptionnelle de la quotité déterminée par l'article 913. En conséquence, le cumul des deux quotités jusqu'à concurrence de la plus forte ne saurait avoir lieu lorsque la disposition autorisée par l'article 1094, ayant précédé celle que l'article 913 prévoit, a épuisé, dès l'instant de la libéralité faite au conjoint, la totalité de la portion disponible.

Cassation, au rapport de M. le conseiller Moreau (de la Meurthe), et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Vaisse, d'un arrêt rendu, le 26 juin 1852, par la Cour impériale de Toulouse. (Lamarque et consorts contre Anduze frères et autres. Plaident, M^{rs} Marmier.)

ENREGISTREMENT. — DROITS FIXES. — NOTIFICATIONS AUX CRÉANCIERS INSCRITS.

La notification faite aux créanciers inscrits pour parvenir à la purge, conformément à l'art. 2183 du Code Napoléon, est passible d'un nombre de droits fixes égal au nombre des créanciers inscrits multiplié par celui des acquéreurs. (Articles 11 et 68, paragraphe 1^{er}, n° 30, de la loi du 22 frimaire an VII.)

Cassation, au rapport de M. le conseiller Grandet, et conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Vaisse, d'un jugement rendu, le 27 mai 1851, par le Tribunal civil de Pithiviers. (Enregistrement contre Fortier. Plaident, M^{rs} Moutard-Martin.)

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{re} ch.).

Présidence de M. le premier président Delangle.

Audiences des 25 juillet et 1^{er} août.

EMPRUNT D'ESPAGNE DE 1821. — DEMANDE EN RESTITUTION DE BÉNÉFICES DANS CET EMPRUNT. — PRESCRIPTION.

Toute action contre les associés non liquidateurs et leurs veuves, héritiers ou ayant-cause est prescrite par cinq ans écoulés depuis la fin ou la dissolution de la société, et ce encore que la créance, objet de l'action, ait été liquidée seulement depuis cette dissolution.

Le 22 novembre 1821, la maison Ardoin, Hubbard et C^e a obtenu du gouvernement espagnol la négociation de l'emprunt dit *emprunt d'Espagne*, lequel consistait : 1^o à fournir 140,000,000 effectifs de reaux de veillon; 2^o et à racheter à des prix et à des conditions déterminées les obligations d'anciens emprunts contractés par les Cortès, soit en France, soit en Hollande.

Le 27 novembre 1821, cette opération est devenue l'objet d'une participation par tiers entre MM. Ardoin, Hubbard et C^e; Jacques Laffitte et C^e, et A. J. Haldimand et fils, de Londres; aux termes de l'article 11 du traité relatif audit emprunt, MM. Ardoin, Hubbard et C^e recevaient immédiatement du gouvernement espagnol des inscriptions pour 700,000 piastres de rente, lesquelles, au fur et à mesure, et à proportion des versements par eux faits à l'Espagne, tant en effectif qu'en effets des derniers emprunts, devaient être remplacées par d'autres inscriptions.

Le même article 11 ajoute : « Il va sans dire que si leurs versements ne s'élevaient pas en définitive au montant des inscriptions qui leur auraient été délivrées, ils seraient obligés de rendre immédiatement au gouvernement espagnol les inscriptions dont ils n'auraient pas fourni la contre-valeur; comme il s'entend aussi qu'ils sont également obligés à la restitution immédiate des jouissances (intérêts) qu'ils auraient touchés sur les inscriptions qu'ils seraient dans le cas de rendre. »

Cette somme de 700,000 piastres de rente constituait ainsi dans les mains des banquiers une sorte de dépôt de garantie destinée, ainsi que l'explique formellement le traité, à balancer les derniers versements qu'ils feraient au gouvernement espagnol, et en échange desquels celui-ci ne leur remettrait pas les inscriptions définitives.

En septembre 1823, l'opération avait pris fin, et il résultait d'un compte établi valeur au 3 dudit mois de septembre, que les 700,000 piastres dont s'agit étaient à rendre au gouvernement espagnol, en vertu de l'article 11 précité. Sur le principe même de cette restitution, aucune difficulté ne s'éleva : il est établi qu'elle a été effectuée; mais un débat s'est élevé à l'occasion de quatorze millions de reaux de veillon, intérêts de ces 700,000 piastres de rente reçus du gouvernement espagnol par les soumissionnaires de l'emprunt.

Dès le mois de septembre 1823, une conférence s'étant ouverte à Londres, les commissaires des Cortès reçurent mission du gouvernement espagnol de réclamer ces quatorze millions de reaux; les banquiers, représentés par M. Hubbard et les membres de la maison Haldimand, ne paraissent avoir contesté cette restitution ni en principe, ni en fait; la liquidation finale fut arrêtée par la prétention des commissaires des Cortès, combattue par les soumissionnaires de l'emprunt, de recevoir les 700,000 piastres de rente non employées, sans que la signature Ardoin, Hubbard et C^e et l'indication du domicile de MM. Haldimand et fils fut biffée sur les titres.

A la suite de cette conférence, les événements de la Péninsule ayant rétabli l'autorité royale, l'Espagne refusa de reconnaître les emprunts contractés par le gouvernement des Cortès; la liquidation de l'emprunt de 1822 fut, par une conséquence nécessaire, empêchée à partir de cette époque et jusqu'à reconnaissance dudit emprunt. Dans cette situation, les soumissionnaires n'eurent à opérer, provisoirement au moins, aucune restitution : vers la même époque d'ailleurs, une opposition formée entre leurs mains sur le gouvernement espagnol par M. Balguerie, en qualité de créancier, vint frapper d'indisponibilité les sommes dont ils pourraient être constitués débiteurs en fin de compte.

Le procès né de cette opposition ayant pris fin, MM. Ardoin, Hubbard et C^e ont cru pouvoir et devoir répartir entre leurs coparticipants les sommes qui se trouvaient dans leurs mains; à la date du 25 juin 1827, ils avisèrent MM. Jacques Laffitte et C^e de cette répartition en ces termes : « Nous joignons encore à la présente un aperçu de notre situation avec le trésor espagnol, et comme jusqu'à la reddition et l'approuvé du compte aucun règlement entre nous ne peut être considéré comme définitif, nous devons, en qualité de liquidateurs, faire vis-à-vis de vous et de nos co-intéressés, toutes réserves pour le cas où il y aurait lieu, non-seulement au rapport de tout ou partie des sommes attribuées à chacun de nous, mais encore à toute autre répétition quelconque de la part du gouvernement espagnol. Veuillez donc, comme nous le faisons de notre côté, faire emploi des fonds que nous n'avons reçus que comme susceptibles d'être représentés un jour, s'il était nécessaire, et nous dire en réponse que vous approuvez le sens de ces réserves, afin que toute responsabilité soit également partagée entre nous. »

Le 12 juillet 1827, MM. Jacques Laffitte et C^e répondirent en ces termes : « Nous faisons du tout, messieurs, ainsi que vous nous y engagez, des écritures provisoires, en attendant le règlement définitif de l'affaire en général. Quant au partage que vous venez de faire du solde disponible des fonds qui se trouvaient tant en vos mains qu'en celles de MM. Haldimand fils, il est juste, messieurs, que pour notre tiers nous approuvions les réserves que vous croyez devoir faire en qualité de liquidateurs. Nous venons donc vous déclarer, suivant vos désirs, que nous considérons les 629,593 fr. 10 c. que vous avez répartis comme susceptibles d'être rapportés, s'il est nécessaire, dans le sens que toute responsabilité relative à l'affaire doit être partagée par tous les associés à l'opération, au prorata de l'intérêt de chacun, jusqu'à la reddition et l'approuvé des comptes avec le gouvernement espagnol. »

L'emprunt de 1822 ayant été enfin reconnu par le gouvernement espagnol, MM. Ardoin, Hubbard et C^e, en qualité tout à la fois de titulaires de l'emprunt et liquidateurs de la participation, ont poursuivi l'approbation des comptes restés en suspens depuis septembre 1823. Le 17 décembre 1839, il est intervenu un ordre royal fixant un solde au profit du gouvernement espagnol de 5,251,704 reaux de veillon, soit 1,312,926 fr., et subordonnant au paiement de ce chiffre l'approbation des comptes présentés par MM. Ardoin, Hubbard et C^e. M. Jacques Laffitte ayant reçu avis de cette conclusion, a cru devoir protester contre elle à la date du 24 janvier 1840, sans indiquer néanmoins de motif à l'appui de sa protestation; sinon, l'absence de toute communication antérieure à ce sujet de la part de MM. Ardoin, Hubbard et C^e. Par cette protestation, l'approbation et la conclusion définitive du compte sont demeurées suspendues.

MM. Ardoin, qui poursuivaient auprès du gouvernement espagnol la liquidation de nouveaux emprunts par les soumissionnaires en 1834, se sont déterminés, sans leur recours contre qui de droit, à acquiescer personnellement le solde créditeur reconnu au profit de l'Espagne, et ils ont ainsi obtenu, à la date du 10 avril 1850, l'approbation définitive des comptes relatifs à l'emprunt de 1822 sur les bases fixées par l'ordre royal du 17 décembre 1839. C'est en conséquence de ce paiement que MM. Ardoin, liquidateurs de la société Ardoin, Hubbard et C^e, ont demandé condamnation solidaire au paiement de 427,106 fr. 14 c., avec intérêts tels que de droit, contre les représentants Perregaux, Clarmont et Laffitte. Les représentants de MM. Clarmont, Pierre Laffitte et comte Perregaux ont opposé à cette demande la prescription de cinq années, écrite dans l'article 64 du Code de commerce. Sur ce point, les faits suivants ont été exposés devant MM. Desboudet, Mathieu et Guibert, arbitres-juges.

La participation à l'emprunt d'Espagne a été contractée par Jacques Laffitte, gérant de la société par lui contractée le 6 décembre 1817, suivant acte reçu par Censier et son collègue, notaires à Paris. Sa part dans la répartition opérée en 1827 par Ardoin, Hubbard et C^e, a été par lui reçue comme gérant de la société constituée par acte reçu Aumont-Thiéville et son collègue, notaires à Paris, le 22 décembre 1822. Ces deux sociétés, dont la seconde n'a été que le renouvellement et la continuation de la première, se confondent évidemment. Le comte Perregaux, Pierre Laffitte et Jean-Charles Clarmont en ont fait partie, le premier en qualité de simple commanditaire, et les deux

autres comme associés en nom collectif.

Cette société a été dissoute par acte reçu Aumont-Thiéville, le 12 juillet 1827. A cette époque, et par le même acte, une société nouvelle a été constituée sous la raison sociale Jacques Laffitte et C^e, avec le concours de MM. Ferrère, Laffitte, Baugnères et Philipps comme associés en nom collectif, et de MM. Pierre Laffitte, Clarmont et comte Perregaux en qualité de commanditaires. Il est dit dans cet acte (art. 1^{er}) : « La société actuellement existante finira et sera dissoute au 31 décembre prochain, aux termes du contrat qui l'a formée. (Art. 2) : La société actuelle sera liquidée par la société nouvelle, sous la surveillance de MM. Pierre Laffitte, Jean-Charles Clarmont et comte Perregaux, lesquels, après vérification, signeront chaque année et arrêteront l'état qui leur sera fourni de la situation de ladite liquidation, le tout conformément à leurs droits respectifs et aux clauses et conditions de l'acte de société actuel, qui les régit. »

Le 27 janvier 1831, par acte reçu Aumont-Thiéville, la société de 1827 a été dissoute à son tour, M. Ferrère-Laffitte a été institué liquidateur de cette dernière société et de toutes celles qui l'avaient précédée. Par un autre acte reçu par le même notaire, les 4 et 5 janvier 1832, M. Ferrère-Laffitte ayant donné sa démission, M. Jacques Laffitte a repris le titre et la qualité de liquidateur qui lui donnait l'article 30 de l'acte de société du 12 juillet 1827. Tous ces actes, d'ailleurs notaires, ont été portés à la connaissance du public par les moyens indiqués aux articles 42 et suivants du Code de commerce.

Or, entre le dernier de ces actes et la demande formée par M. Ardoin, il s'est écoulé plus de cinq années sans qu'une mise en demeure ou acte de poursuite quelconque soit venu interrompre le cours de la prescription.

Sur ces moyens, le Tribunal arbitral, par sentence du 21 mai 1852 :

« Attendu qu'aux termes de l'article 64 du Code de commerce, toutes actions contre les associés non liquidateurs et leurs veuves, héritiers ou ayant-cause sont prescrites cinq ans après la fin ou la dissolution de la société, si l'acte de société qui énonce la durée ou l'acte de dissolution a été affiché et enregistré conformément aux articles 42, 43, 44, 45 et 46, et si, depuis cette formalité remplie, la prescription n'a été interrompue à leur égard par aucune poursuite judiciaire;

« Que ce principe est absolu, que la nature de la dette elle-même ne le modifie pas, qu'il importe peu que le créancier ait ou non des droits liquides et exigibles, et qu'ainsi Ardoin et C^e ne sauraient se prévaloir de ce que, à raison d'une dette liquidée seulement en avril 1850, il leur a été impossible de poursuivre; qu'il a été dans la volonté de la loi, du moment où la dissolution de la société était régulièrement publiée, et après l'expiration d'un délai de cinq ans, de limiter à l'associé liquidateur l'action des tiers à raison des engagements de la société; que la prescription est donc acquise au profit des représentants Pierre Laffitte, Clarmont et comte Perregaux, associés non liquidateurs de Jacques Laffitte et C^e en 1817 et 1822;

« Que vainement on oppose d'une part que la prescription ne court pas entre associés; qu'en effet, Pierre Laffitte et Perregaux et Clarmont n'ont point contracté individuellement avec Ardoin, Hubbard et C^e, que le traité de participation est intervenu entre ces derniers et la raison sociale Jacques Laffitte et C^e seule obligée; que sans doute les associés en nom collectif de Jacques Laffitte étaient tenus des conséquences de ce traité par l'action personnelle et solidaire comme de toute autre obligation contractée par la société envers des tiers; mais que l'obligation n'a rien de social relativement à eux, et que sa nature ne peut les priver des immunités attachées par l'art. 64 à leur qualité d'associés non liquidateurs;

« Que ce n'est pas avec plus de fondement que l'on oppose au nom d'Ardoin les conditions dans lesquelles se serait organisée, en 1827 et 1831, la liquidation des sociétés Jacques Laffitte et C^e de 1817 et 1822; qu'il n'est pas exact de soutenir que Jacques Laffitte et C^e (société de 1827) fut, relativement aux sociétés antérieures, un étranger dont les associés indistinctement seraient devenus responsables pendant trente années, comme un mandant l'est des actes de son mandataire; que si, en droit, la société nouvelle, considérée comme être moral, était une individualité distincte des sociétés précédentes sans lien et sans relations légales avec elles, il est impossible de faire abstraction, en fait, de la présence de Jacques Laffitte, qui la personnifiait et la gérait, comme il avait personnifié et géré les sociétés antérieures; qui se réservait par l'article 30 le droit de liquider la société nouvelle, comme les actes précédents lui donnaient celui de liquider les sociétés de 1817 et 1827; qu'il y avait dans sa personne l'associé liquidateur dont parle l'article 64 du Code de commerce; qu'à supposer d'ailleurs que ce premier fait et la nomination de Ferrère-Laffitte aient créé une situation en dehors des conditions de l'article 64, ces conditions ont été remplies lorsque, à la date des 4 et 5 janvier 1832, Jacques Laffitte, en son nom personnel, a repris la qualité et les fonctions de liquidateur; que rien dans la loi ne s'oppose à ce qu'une société, après avoir choisi un liquidateur étranger, investisse de ces fonctions un de ses membres; que la seule conséquence rationnelle à tirer d'un tel état de choses est de placer, dans l'espèce, au 5 janvier 1832, et non au 1^{er} janv. 1828, le point de départ de la prescription, qui n'est pas moins acquise dans l'une comme dans l'autre hypothèse;

(Suivent les considérations qui déterminent les obligations de la succession bénéficiaire Jacques Laffitte.)

« Donne défaut contre Pierre-Adolphe Laffitte, la princesse de la Moskowa, Charles Darbelles, le comte de Perregaux, non comparants ni personne pour eux;

« Déclare l'action prescrite à l'égard des représentants Clarmont, Pierre Laffitte et comte Perregaux;

« Déclare Ardoin ès-nom non recevable dans sa demande contre les représentants Philipps;

« Condamne la princesse de la Moskowa et le sieur Pellerin ès-noms qu'ils procèdent à payer à Ardoin ès-nom la somme de 427,106 fr. 14 c., à partir du jour de la demande, et en outre aux dépens;

« Condamne Ardoin ès-nom aux dépens envers les représentants Clarmont, Pierre Laffitte, comte Perregaux et Philipps. »

Appel de M. Ardoin et de M^{rs} de la Moskowa.

Sur les plaidoiries de M^{rs} Paillet, pour la maison Ardoin, et Duvier, pour les intimés, M^{rs} Peigné, avoué, concluant pour M^{rs} de la Moskowa, et conformément aux conclusions de M. Barbier, substitut du procureur-général impérial,

« La Cour,

« Considérant que la créance dont Ardoin poursuit le paiement ne dépendait point d'un événement futur et incertain; qu'elle était seulement subordonnée à un règlement de compte; qu'en tout cas elle était liquidée le 17 décembre 1839, et que plus de cinq ans se sont écoulés depuis cette époque jusqu'au moment où l'action d'Ardoin a été formée devant le Tribunal compétent;

« Considérant que la liquidation de la société qui a traité avec Ardoin n'a pas été remise à un tiers étranger; qu'elle a été confiée contractuellement à Jacques Laffitte personnellement, et que si pendant quelque temps elle est passée dans les mains de Ferrère-Laffitte, Jacques Laffitte en a repris, en 1832, la direction exclusive, et l'a toujours conservée;

« Considérant qu'Ardoin ne peut agir comme ancien associé des intimés; que ses rapports se sont formés exclusivement, et pour une opération déterminée, avec la raison sociale de 1832, depuis longtemps éteinte;

« Que, quelle que soit la nature des conventions intervenant entre une société commerciale et des tiers, le droit des associés non liquidateurs d'opposer la prescription à défaut de poursuites dans les cinq ans qui ont suivi la fin ou la dissolution de la société reste entier à l'égard de ces tiers;

« Adoptant au surplus les motifs des premiers juges;

« Confirme (tant à l'égard des intimés que de M^{me} de la Moskowa). »

Audience du 2 août.

ÉGOUT DE CEINTURE DE LA VILLE DE PARIS. — VENTE D'UN IMMEUBLE EXISTANT SUR CET ÉGOUT. — DEMANDE EN GARANTIE.

L'existence de l'égout de ceinture de la ville de Paris sous un immeuble ne constitue qu'une servitude, qui n'autorise au profit de l'acquéreur de cet immeuble (tenu par le contrat de souffrir toutes les servitudes apparentes ou occultes) ni l'allocation d'une indemnité, ni la résiliation de la vente.

Cette décision intéresse, on le comprend, un très-grand nombre de propriétaires d'immeubles à Paris, puisque le grand égout de ceinture traverse souterrainement toute cette grande capitale; construit avec une solidité égale à celle des établissements romains, il est placé à sept mètres au-dessous du sol: par la déclaration du 22 janvier 1785, il est permis d'asseoir sur cet égout toute espèce de constructions, à la charge de tenir en bon état la face extérieure du mur de l'égout auquel on s'appuie. Par bonheur, les maisons publiques ou particulières établies au-dessus de la voûte, placée à cette profondeur, ne s'en portent pas plus mal.

M. Potel, marchand de comestibles, a acheté de M. Dupré de Saint-Maur un terrain rue de Ponthieu, dans la pensée, dit-il, d'y faire construire un hôtel; mais, ayant appris que l'égout de ceinture passait sous ce terrain, il s'est vu, dit-il encore, dans la nécessité de renoncer à cette spéculation; puis, il a fait assigner en indemnité M. Dupré de Saint-Maur, qui lui-même a appelé en garantie M. Migout, son vendeur.

Le 4 février 1852, jugement ainsi conçu :

« Le Tribunal,

« En ce qui touche la demande principale des époux Potel contre Dupré de Saint-Maur;

« Attendu que, par contrat passé devant M^{rs} Pothier et Delalogue, notaires à Paris, le 16 mars 1830, les époux Potel ont acquis de Dupré de Saint-Maur un terrain de la contenance superficielle de 432 mètres, sis à Paris, à l'angle des rues de Ponthieu et d'Angoulême;

« Qu'il est certain que le grand égout de ceinture de la ville de Paris, sur la rive droite de la Seine, passe sous ce terrain, dont il occupe en partie le sol;

« Attendu qu'il résulte de ce fait une véritable dépréciation pour ledit terrain, soit parce que les époux Potel ne peuvent user de la plénitude de la propriété qu'il donne au possesseur le droit de fouiller le sol à telle profondeur qu'il juge convenable, soit parce qu'aux termes des arrêtés de règlement des 21 janvier 1721 et 22 janvier 1785, les propriétaires sous les terrains desquels passe ledit égout sont tenus de contribuer à toutes les dépenses de curage, de percement et autres réparations qui seraient à faire audit égout, même de reconstructions, et ce dans la proportion de l'étendue qu'ils occupent sur ledit égout;

« Attendu, soit que l'on doive considérer le droit appartenant à la ville comme lui conférant la propriété de la partie du sol sur laquelle l'égout est établi, soit qu'on n'y doive voir qu'une simple servitude au profit de la ville sur les terrains traversés par l'égout, l'action des époux Potel contre Dupré de Saint-Maur est écartée;

« Qu'en effet, dans le premier cas, Dupré de Saint-Maur aurait vendu la chose d'autrui; que, dans le deuxième cas, il aurait vendu un terrain grevé d'une servitude doublement onéreuse, en ce que, d'une part, elle entrave l'acquéreur dans la libre disposition de la partie souterraine de la propriété par lui acquise, et, d'autre part, le soumet à l'obligation de contribuer aux frais du curage, entretien et même de reconstruction dudit égout, obligation qui, dans le dernier cas, celui de reconstruction, peut lui devenir très onéreuse;

« Attendu que, dans le dernier cas, il y aurait substitution du simple droit de bâtir sur la propriété de la ville au droit de propriété pleine et entière que les époux Potel ont entendu acquérir, droit restrictif qui se trouverait grevé en outre de charges pécuniaires inhérentes à la présence de l'égout;

« Que, sous le point de vue de la servitude, le dommage serait le même; qu'il s'agit d'une servitude non apparente, et qu'elle est d'une importance telle qu'il y a lieu de présumer que les époux Potel n'auraient pas acheté s'ils avaient été instruits de son existence; que c'est dès lors le cas d'appliquer l'article 1638 du Code civil; que vainement il est objecté par Dupré de Saint-Maur que, par le contrat sus-énoncé, il a été dit que les acquéreurs seraient tenus de souffrir les servitudes passives apparentes ou occultes à leurs risques et périls, sans recours contre leur vendeur; que cette clause ne peut s'étendre à une servitude de la nature de celle dont il s'agit, qui non seulement affecte la propriété dans son essence, mais soumet le détenteur à des redevances annuelles;

« Que l'application de cette clause est d'autant moins admissible que le vendeur a déclaré qu'il n'était pas à sa connaissance qu'il existât sur le terrain vendu des servitudes occultes, et qu'on ne peut ajouter foi à une pareille déclaration quand la servitude a la gravité de celle dont la révélation a été faite après la vente auxdits époux Potel;

« Que, dans cette position, les époux Potel ont droit à une diminution de prix, si mieux n'aime Dupré de Saint-Maur résilier le contrat, option que lui laissent les époux Potel;

« Attendu que le Tribunal n'a pas, quant à présent, les éléments suffisants pour fixer la quotité de l'indemnité à laquelle ont droit les époux Potel; qu'il y a lieu dès lors de recourir à une expertise;

« En ce qui touche la demande en garantie,

« Attendu que Dupré de Saint-Maur, d'après son contrat d'acquisition du 9 août 1837, passé devant de Lalogue, notaire à Paris, est, quant à Migout, son vendeur, dans une position identique à celle dans laquelle il se trouve lui-même vis-à-vis des époux Potel; que garantie est donc due par Migout à Dupré de Saint-Maur de toutes les condamnations qui pourront intervenir en définitive contre le premier;

« Condamne Dupré de Saint-Maur à indemniser les époux Potel du préjudice à eux causé par l'existence, sous partie du terrain qu'il leur a vendu, de l'égout dont il s'agit et par l'obligation de contribuer aux frais de curage, pavage et entretien et même de reconstruction dudit égout, et avant de fixer la quotité de ladite indemnité, ordonne que par Picard, expert, demeurant à Paris, rue Sainte-Anne, 18, que le Tribunal commet à cet effet, serment par lui préalablement prêt devant le président de cette chambre, la propriété dont s'agit sera vue et visitée à l'effet de rechercher, vérifier et constater dans quelle étendue le terrain est traversé par l'égout de ceinture de la ville de Paris, et à quelle profondeur ledit égout est établi dans le sol, la portion restant libre au-dessus de la voûte dudit égout, la gêne pouvant en résulter pour construire; évaluer l'importance de l'obligation qui pèse sur l'acquéreur de supporter la quote-part des frais de curage, entretien et même reconstruction de la partie dudit égout se trouvant sous ledit terrain; ledit expert donnera son avis sur la quotité de l'indemnité à laquelle, pour les causes ci-dessus, ont droit les époux Potel, etc.;

« Faisant droit sur la demande en garantie, condamne ledit Migout à acquitter, garantir et indemniser Dupré de Saint-Maur des condamnations qui en définitive pourront intervenir contre lui au profit des époux Potel, etc. »

Appel par M. Dupré de Saint-Maur et M. Migout; et sur les plaidoiries de M^{rs} Paillet et Landrin, leurs avocats, et de M^{rs} Lachaud pour M. Potel,

« La Cour,

« Considérant que l'existence de l'égout de ceinture sous la propriété vendue ne constitue qu'une servitude;

« Que, par une clause expresse du contrat de vente, toutes les servitudes, quelle qu'en soit la nature, apparentes, occultes, continues ou non, ont été mises à la charge des acquéreurs;

« Que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites;

« Que le consentement de Potel a été librement et volontairement donné;

« Que, s'il est allégué que Dupré de Saint-Maur a, par une ruse frauduleuse, dissimulé l'existence de l'égout, qu'il connaissait personnellement, le fait n'est point prouvé;

« Que la fraude ne se présume pas;

« Infirme;

« Deboute Potel de sa demande en réduction du prix;

« Dit qu'au moyen du présent arrêt il n'y a lieu de s'occuper de l'action en garantie, etc. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE L'ALLIER.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Enjubault, conseiller à la Cour impériale de Riom.

Audience du 22 juillet.

COMPlicité DE PARRICIDE. — POURSUITES DIRIGÉES CONTRE LA VEUVE D'UN CONDAMNÉ A MORT EXÉCUTÉ.

Cette affaire excite un vif intérêt. Le mari de l'accusée, traduit devant la Cour d'assises, à la session d'octobre 1852, a été condamné à la peine des parricides qu'il a subie, il y a quatre mois, à Moulins (1). C'est par suite des révélations faites à la dernière audience où le mari a été reconnu coupable, que Madeleine Blanchet, femme Legland, a été arrêtée, et l'accusation ayant trouvé des charges suffisantes contre elle, elle a été renvoyée devant la Cour d'assises sous prévention de complicité. Cette affaire devait être jugée à la session d'avril; mais après l'audition des témoins, une indisposition subite de M. le président de la Cour l'a fait renvoyer à une autre session.

L'accusée est une femme de quarante ans, elle est vêtue de noir; ses traits sont assez réguliers, mais son front déprimé et ses yeux rentrés lui donnent un air de dureté et de ruse à la fois qui préviennent peu en sa faveur. Elle entend sans émotion les charges portées contre elle.

Le siège du ministère public est occupé par M. de Lef-femberg, procureur impérial.

La défense doit être présentée par M^{rs} Méplain, jeune avocat du barreau de Moulins.

Après les formalités d'usage, le greffier donne lecture de l'acte d'accusation suivant :

« A la sortie du village de Lariot, le chemin public de Cesset à Fleuriel s'élève par une pente rapide sur un plateau couvert de bruyères, éloigné de toute habitation. Au nord, un bois qui une terre séparée de la voie publique; au sud, des terres labourées; à l'ouest, dans un pli de terrain, le hameau du Vallon. Ce fut sur ce plateau, à peu de distance des quatre chemins, au point d'intersection du village de Fleuriel et de la rue qui mène au bois, que, dans la matinée du 7 décembre 1851, quelques personnes découvrirent le cadavre de Legland père, vieillard plus que septuagenaire. Le corps gisait sur la route même, étendu sur les reins, la face tournée vers le ciel; la main droite serrait encore un bâton d'épines noires, dans une attitude de défense. Le chapeau de la victime était à ses pieds; la blouse était relevée jusqu'au menton; la tête recouverte ressortait sur de la terre tachée de sang et laissait voir d'horribles blessures, deux à la partie postérieure, une à l'angle supérieur du pariétal droit, une quatrième au sommet du frontal, résultant d'un coup si violent que la suture du coronal et du pariétal avait cédé; une cinquième divisait le pavillon de l'oreille gauche; une sixième enfin, plus grave que toutes les autres, et qui à elle seule avait pu entraîner la mort, partageait obliquement la figure de l'extrémité du sourcil droit jusqu'à la narine droite. L'angle interne de l'œil était profondément divisé; les os propres du nez et l'apophyse étaient fracturés.

« Près du cadavre se trouvait un pieu en bois de chêne triangulaire, ayant fait partie d'une palissade et évidemment arraché à quelque haie voisine, portant des taches de sang auxquelles adhéraient quelques cheveux de la victime, puis un bâton de saule brisé en trois morceaux et aussi tachés de sang.

« La figure, la partie supérieure du corps, les jambes et les pieds étaient couverts d'un givre épais, et, chose remarquable, le ventre, les cuisses et trois cornets contenant du poivre, tombés de la poche du mort, n'en portaient aucune trace, circonstance qui fit soupçonner qu'on était venu fouiller le cadavre après que le givre avait cessé de tomber, et qu'on avait alors relevé sur la poitrine la blouse qui, pendant la première partie de la nuit, avait garanti le ventre et le haut des cuisses. Ni le gilet ni la veste ne contenaient d'argent; dans une des poches de ce dernier vêtement se trouvait seulement un sac contenant environ un kilogramme de sel de cuisine.

« Quelques empreintes de pieds chaussés de sabots se faisaient remarquer sur la voie publique; elles se continuaient dans un guéret, appelé Chaume Ferrière, au sud du théâtre du crime. Il était facile de reconnaître sur la terre fraîchement labourée une double trace de pas : l'une se dirigeant vers le lieu où gisait le cadavre, l'autre s'en éloignant. La première put être suivie sur le Chaume Ferrière, la vigne de Legland fils, la terre de Métenier jusqu'au pré du sieur François Thet, à l'angle duquel on constata que le pieu, instrument du crime, avait été arraché; puis, dans un pli appartenant au même propriétaire, jusque sous un chêne, d'où l'on découvrait à une courte distance la porte de la maison du sieur Momian, dans le village de Lariot. La terre piétinée, l'herbe foulée, prouvaient que l'assassin avait dû stationner sur ce point, d'où il pouvait guetter la victime.

« La seconde trace, celle que le meurtrier avait dû laisser après la perpétration du crime, traversait aussi le Chaume Ferrière, la vigne de Legland fils, le blé du sieur Darnis, et se terminait brusquement à une rue conduisant d'un côté à la maison de Momian, de l'autre à celle de Legland fils, toujours dans le village de Lariot.

« Après ces premières constatations matérielles, les magistrats appelés sur les lieux durent rechercher les circonstances qui avaient précédé et accompagné le crime et qui pouvaient en faire découvrir l'auteur.

« Legland père habitait avec sa femme le hameau du Vallon, où il avait quelques propriétés; il en était parti la veille, samedi 9 décembre, pour se rendre à la foire de Saint-Pourçain, emportant une somme de 52 fr., avec laquelle il se proposait d'acheter du sel, du poivre et de l'eau-de-vie, et de payer quelques ouvriers qu'il avait récemment employés. Sur les quatre heures du soir, après avoir terminé ses affaires, Legland se disposait à regagner son domicile, lorsqu'il rencontra les sieurs Momian et Pommier, de Lariot, qui suivaient la même direction et qui étaient sur le point de se mettre en route. Ils partirent ensemble, mais avant de quitter les dernières maisons de Saint-Pourçain, ils entrèrent dans une auberge, firent un léger repas qui fut payé par Momian et Legland, et burent ensuite une

petite quantité d'eau-de-vie que ce dernier leur offrit et qu'il versa d'une bouteille de litre placée dans la poche de sa veste. Ils prirent tous les trois la route de Ceyssat. Arrivés à Lariot, en face de la maison de Pommier, celui-ci les quitta. Quelques minutes plus tard, Momian, qui habite le même village, engagea Legland à entrer chez lui et à prendre sa part du repas du soir. Cette proposition fut acceptée; il était alors six heures environ, la nuit commençait. Après le souper, pendant lequel survint le témoin Durin, Legland père se remit en route pour le Vallon, et quelques minutes après, à la distance de 500 à 600 mètres, il succombait sous les coups d'un assassin.

« Il importait de déterminer d'une manière aussi précise que possible le moment de la perpétration du crime; l'information y est parvenue. D'après Momian, il était environ huit heures quand Legland a quitté sa maison; d'après Durin, il était sept heures et demie. Le sieur Blanchet, qui revenait aussi de Saint-Pourçain et qui suivait un chemin séparé par un ravin profond des bruyères théâtre du crime, dont il n'était pas à plus de 300 pas, déclare avoir entendu du bruit et une voix qu'il eut reconnaître pour celle de Legland père, criant : « Oh ! oh ! sacré mille b... de galopin ! » cris suivis d'un profond silence; il était alors sept heures et demie.

« Gilbert, Fayollet et la veuve Frugier entendirent le bruit et les cris de deux personnes du côté des bruyères; la distance empêchait de distinguer les paroles, mais la veuve Frugier reconnut la voix de Legland père. Il était, disent ces témoins, environ huit heures. Enfin, à la même heure, sans pouvoir préciser, faute de montre ou de pendule, le sieur Metenier et sa famille entendirent deux cris effrayants, qui, dans leur pensée, ont dû être poussés par le malheureux Legland. Ces déclarations, qui s'accordent parfaitement avec la distance parcourue par la victime, et avec le temps nécessaire pour arriver de Lariot au lieu où on la trouva gisant, permettent de fixer positivement le moment de l'assassinat entre sept et huit heures du soir.

« Parvenue à ce point, l'instruction avait à recueillir des éléments précieux pour la découverte de la vérité, elle avait le corps du délit, elle avait pu suivre pas à pas la victime jusqu'à l'heure suprême. Restait à connaître l'assassin.

« Une circonstance importante avait tout d'abord fixé l'attention des magistrats instructeurs : il était constant qu'en partant de Saint-Pourçain, le malheureux Legland était porteur de 52 fr.; aussi on savait qu'il n'avait dépensé qu'une faible partie de cette somme pour payer les ouvriers et acheter quelques menues denrées; cependant les poches des vêtements du cadavre étaient vides, le reste de son argent avait disparu, et avec lui le litre d'eau-de-vie dont il était porteur et qu'il avait entamé avec Pommier et Momian. La première pensée de la justice fut que le meurtrier avait été commis pour faciliter ou pour cacher un vol, et les premiers soupçons se portèrent sur les deux habitants de Lariot, dont l'un, Pommier, avait été compagnon de voyage de Legland. Bientôt cependant on dut reconnaître que ces soupçons étaient mal fondés, et tout doute dut s'évanouir devant les preuves péremptoires de l'innocence des accusés.

« Des bruits vagues d'abord, puis de jour en jour plus précis et plus accusateurs, vinrent imprimer une direction nouvelle aux investigations judiciaires. La rumeur publique signalait hautement les époux Legland comme les meurtriers de leur père. La médisance notoire qui régnait dans cette famille, leur caractère violent, l'intérêt direct qu'ils avaient au crime justifiaient amplement cette accusation.

« En 1840, Pierre Legland et sa femme avaient disposé par donation entre vifs en faveur de leurs trois enfants de tous les immeubles qui leur appartenaient, avec réserve d'usufruit jusqu'au décès du survivant d'entre eux. Les donataires étaient chargés de payer les dettes des donateurs, et Jean Legland, pour sa part, était chargé de solder les créanciers jusqu'à concurrence de 600 fr.

« Legland père perdit successivement son second fils et sa femme, décédée en 1848. Il se remaria en 1849, avec Marie Lachaussée. A cette époque, par suite de conventions faites entre eux, Jean Legland, son fils aîné, et Madeleine Blanchet, sa femme, cultivaient les propriétés et habitaient au Vallon une maison contiguë à celle de leur père, comprise dans l'usufruit qui reposait intégralement sur la tête de celui-ci. Soit qu'il eût vu avec peine le second mariage, soit plutôt qu'il supportât impatiemment de n'être pas le maître absolu des biens qu'il cultivait et qui devaient lui appartenir un jour, Jean Legland ne tarda pas à se braver avec son père; de fréquentes querelles éclatèrent, et la haine qu'il avait conçue et qu'il ne dissimulait plus se manifesta par des paroles acerbes, des menaces, des vœux impies. Madeleine Blanchet, qu'il avait récemment épousée, partageait ses sentiments et avait voué comme lui une haine implacable à son beau-père.

« Ainsi que les temps avant l'assassinat, Marie Lachaussée et Pétionille Bardes l'ont entendue dire : « qu'elle ne pardonnerait jamais à Legland père, quoiqu'elle fût la femme de son fils. Le vieil homme, disait-elle à Françoise Pelleton, tant que je vivrai, je ne lui pardonnerai pas; s'il était aisé, je lui donnerais bien un bouillon d'once heures. »

« Au nom de Momian, au sujet d'une certaine quantité de paille : « Il ne la verra pas consommer, il ne vivra pas assez longtemps; » à Antoine Geniel qui lui parlait de cette même paille : « Il la paiera bien cher, mais il sera bientôt mort; » menace d'autant plus significative qu'elle fut proférée le jeudi qui précéda le parricide.

« Quelque temps avant de quitter le Vallon, l'accusée coupait des genêts avec son beau-père; le vieillard ayant voulu prendre quelques-uns de ceux que Madeleine Blanchet avait entassés, celle-ci s'arma d'une pierre et prit une attitude telle qu'il sembla à l'assassin, et abandonna tout ce qu'il avait pris. Racontant plus tard les détails de cette scène à Pétionille Bardes et à la femme Chasseret, elle ajoutait : « que si elle avait été seule, elle ne savait pas ce qu'elle aurait fait; que si elle ne s'était pas retenue, elle aurait donné un coup de la serpe qu'elle portait. »

« Ces premiers indices éclairèrent la justice, et une série de preuves écrasantes vinrent bientôt confirmer la pensée que Legland père avait été victime d'un parricide.

« De la constatation matérielle, des empreintes de pas trouvées sur le théâtre du crime et dans les terres qui bordent le chemin de Cesset, il résultait évidemment que les assassins étaient partis de Lariot, et que l'un d'eux au moins s'était caché sous des chênes devant la maison de Momian, avait guetté le départ de la victime, l'avait suivie se tenant dans les champs sur une ligne parallèle jusqu'à l'après l'avoir atteinte et frappée; ils avaient regagné le village de Lariot, en prenant une ligne plus directe. Or il fut établi que les époux Legland, qui, le 6 décembre, s'étaient rendus à la foire de Saint-Pourçain, étaient de retour à Lariot des six heures; qu'à ce moment ils savaient positivement par les époux Metenier que leur père s'était mis en marche après eux avec les nommés Pommier et Momian, et que par conséquent il n'avait pu dépasser le village dans lequel il s'arrêterait sans doute chez l'un de ses compagnons de voyage.

« L'inspection des lieux prouve que l'accusée et son mari ont pu, sans traverser le village, surveiller la marche et guetter son passage : leur connaissance parfaite des localités leur avait permis de suivre pas à pas le vieux Legland, lorsqu'il reprit à sept heures et demie sa marche

vers le Vallon, sans que celui-ci pût les apercevoir; ils avaient pu aussi, grâce à la disposition du terrain, regagner Lariot en peu de minutes, en rentrant par le pré ou par la rue même qui aboutit chez eux et chez Momian.

« Les empreintes de pas trouvées près du cadavre et dans le trajet parcouru par les meurtriers furent reconnues par le garde pour être faites par les sabots de Legland fils. Lors de la première investigation de la justice, les sabots avaient disparu, et les époux Legland reconnaissent eux-mêmes qu'ils les ont fait brûler peu de temps après la mort de Legland père. Un bâton de saule brisé en trois morceaux et taché de sang avait été trouvé près du corps de Legland, il avait été évidemment l'un des instruments du crime. Il fut constaté que Legland fils, en allant le matin à Saint-Pourçain et en revenant le soir, était porteur d'un bâton semblable.

« Le meurtre avait été commis le 6 décembre, entre sept et huit heures du soir. Les époux Legland, sommés de rendre compte de l'emploi de leur temps, ne purent le faire d'une manière satisfaisante : d'après eux, à leur retour de Saint-Pourçain, Madeleine Blanchet n'aurait pas quitté son domicile, son mari serait entré chez Laurent, l'un de ses voisins, et en serait sorti une demi-heure après pour aller manger la soupe. En rentrant chez lui, il aurait rencontré Pétionille et Jean Bardes et se serait engagé à assister à son repas; Jean Bardes seul aurait accepté, et ils auraient passé ensemble la soirée de sept à dix heures; pendant cet intervalle, l'appartement n'aurait pas cessé d'être éclairé par le feu de la cheminée.

« Ces assertions sont démenties de la manière la plus formelle par l'information. Aucun des voisins n'a vu les époux Legland depuis la sortie du mari de chez Laurent jusqu'à huit heures et demie. Bardes les rencontra à cette heure près de son étable, et c'est en ce moment que quelques voisins, attirés par le bruit d'une querelle, les aperçoivent pour la première fois. De six à huit heures et demie, la maison est sombre et muette, on n'y voit aucune lumière, on n'y entend ni parler ni marcher, et cependant les filles Bardes, séparées par une simple cloison, distinguent ordinairement le moindre bruit, la moindre parole. Ce silence est si extraordinaire que Marie, l'une d'elles, suppose que les époux Legland ne sont pas encore revenus de Saint-Pourçain. Quand Jean Bardes pénètre dans leur domicile, il reconnaît que la maison n'est pas éclairée, que le feu n'a pas été entretenu, qu'il s'y trouve peu de braise et de bois; que la soupe servie sur la table, et prête à être mangée, ne paraît pas chaude.

« Qu'avaient donc fait les époux Legland pendant ces deux heures dont ils ne pouvaient pas rendre compte ? Ces deux heures, ils les avaient employées à guetter le passage de leur père, à le suivre jusqu'aux bruyères et à l'assassiner ! Ce temps avait été plus que suffisant pour commettre le crime, longuement prémédité, qui devait satisfaire leur haine et leur cupidité. Il suffit en effet de jeter un coup d'œil sur le plan des lieux pour reconnaître que la distance parcourue était courte. L'âge du vieillard, la nature des blessures auxquelles il a succombé, prouvent que la lutte mortelle n'a pas dû se prolonger.

« L'attitude de Legland fils dans les jours qui suivirent le crime, les paroles imprudentes qu'il laissa échapper et qui furent recueillies, la crainte même qu'il ne pouvait s'empêcher de manifester, étaient de nouvelles et fortes preuves de la culpabilité. Tels étaient les résultats obtenus par l'instruction, lorsque, le 1^{er} juillet 1852, la chambre du conseil du Tribunal de Gannat eut à statuer sur la mise en prévention des époux Legland, compris dans la même poursuite. Il ne pouvait y avoir de doute pour Legland fils. Renvoyé devant la chambre des mises en accusation, et de là devant la Cour d'assises de l'Allier, reconnu coupable par le jury, il a subi la peine des parricides.

« Il en fut autrement pour Madeleine Blanchet; bien qu'il fût difficile de supposer qu'elle n'avait pas eu connaissance du dessein de son mari, et qu'elle n'eût pas joué un rôle actif dans le drame sanglant dont il était le principal auteur, la chambre du conseil ne pensa pas que les charges qui pesaient sur elle fussent suffisantes, quant à présent, pour motiver sa mise en prévention, et elle fut mise en liberté.

« Bientôt cependant la lumière devait se faire. Le 31 octobre 1852, à l'audience même de la Cour d'assises de l'Allier, des charges nouvelles de la plus grande gravité se produisirent contre Madeleine Blanchet. Une seconde information fut commencée, et les résultats démontrèrent jusqu'à l'évidence sa complicité.

« Le 6 décembre, Marguerite Mélenier, veuve Barlot, passait la soirée chez son voisin Auroy, à Lariot; sur les huit heures moins un quart elle sortait dans la rue du Chaume ou de Lariot, et vit distinctement les époux Legland revenir dans la direction du lieu du crime, sortir du champ de Louche, traverser les petits champs et prendre la direction de leur habitation. Quelques minutes plus tôt, à sept heures ou sept heures et demie, Pierre Mazet, revenant de Blazout, allait joindre, près la maison de Momian, le chemin de Fleuriel à Cesset; à peine avait-il passé le chemin du bois à Lariot, que dans le chemin même, à quarante ou cinquante pas de lui, il entendit d'abord et vit ensuite deux personnes, un homme et une femme, se dirigeant vers deux chênes plantés près de la rue qui conduit à Lariot. « Je ne crois pas qu'il soit bien tard, dit la femme. — Ah ! que j'ai chaud ! répondit l'homme. — Eh bien ! marchons, » reprit la première voix. Mazet se mit à siffler. Ces deux personnes traversèrent le chemin, se jetèrent dans les terres, se dirigèrent vers le nord, puis, faisant un circuit, marchèrent vers le midi, comme pour se rendre à Lariot.

« Evidemment ces individus que Mazet ne put reconnaître, qui, descendant des bruyères, se dirigeaient vers Lariot à travers champs et marchaient à grands pas, n'étaient autres que les époux Legland, vus et reconnus quelques moments après par la veuve Barlot à leur entrée dans le village.

« Les époux Legland ne s'étaient donc pas quittés dans la soirée; partis ensemble de Lariot avant le crime, ils y rentraient ensemble après la perpétration, et dès que Legland fils a été reconnu coupable du meurtre de son père, il faut bien en tirer la conséquence que sa femme s'est rendue complice du parricide.

« Ainsi s'explique la présence sur les lieux de l'assassinat de deux bâtons ensanglantés qui ont certainement servi à le commettre, ainsi s'expliquent les détails minutieux que l'accusée a pu donner plus tard sur la lutte dans laquelle son beau-père a succombé et sur la position du cadavre qu'elle n'avait pas revu depuis.

« L'intérêt commun des époux Legland, la haine commune qu'ils avaient vouée à leur père démontrent assez qu'ils ont dû se concerter pour préméditer, préparer et accomplir le crime. L'instruction trouve cependant dans l'attitude de Madeleine Blanchet, dans les paroles qui lui sont échappées avant et depuis le 6 décembre, de nouvelles et accablantes preuves de sa culpabilité.

« Dès le 5 décembre, pour pouvoir exécuter son odieux projet et éloigner des témoins indiscrets, elle avait la jeune Agathe Laurent, qui veillait habituellement chez elle, de ne pas venir le lendemain, qu'elle serait fatiguée.

« Le 7 au matin, elle dit à François Charlier « que son beau-père avait le défaut de montrer son argent dans les foires et dans les auberges, qu'il avait 45 fr., que c'est pour cela qu'on l'aura tué. » Le malheureux Legland, à son retour de Saint-Pourçain, devait avoir à peu près cette somme, on l'a vu plus tard par la déclaration de sa femme et de

(1) Voir la Gazette des Tribunaux du 2 mars 1853.

Momian. Comment pourrait-elle le savoir, alors que le cadavre était encore sur les bruyères et que la justice commençait à peine son œuvre ? Sept à huit jours après l'assassinat, gardant son troupeau avec la jeune Agathe Laurent, elle lui indique l'endroit du champ carré, près des quatre chemins, où elle s'est reposée le 7 en revenant du bois pour y chercher des feuilles sèches, et elle fait remarquer à sa compagne que de là on pouvait voir le cadavre, et celle-ci s'assure par elle-même de l'exactitude du fait; puis elle la mène sur le lieu même où était tombé Legland père, elle lui désigne avec précision le point du chemin où avait reposé la tête de la victime, et lui montre à quelques pas, sur le tertre qui le borde, une touffe de quelques blancs et noirs qu'elle dit être ceux de son beau-père.

Plus tard, après l'ordonnance de non-lieu qui l'avait rendue à la liberté, elle raconte à Pierre Méténier, qui s'étonne de ce qu'on ait pu tuer Legland sans qu'il ait crié, qu'on l'a assommé d'un coup de pierre, qu'on l'a ensuite reloué, qu'on lui a serré la gorge en lui mettant en même temps les genoux sur la poitrine. Si elle n'avait été l'un des auteurs ou l'un des complices du crime, comment aurait-elle connu et révélé avec tant de précision les détails de cette effrayante scène, les circonstances de la lutte, le point même où elle s'est appuyée la tête de son malheureux beau-père ?

Legland père avait acheté et emporté de St-Pourçain une bouteille d'eau-de-vie qui n'a pas été retrouvée. L'accusée déclare à Marie Bardes, qu'elle l'a vue ou qu'elle sait comment elle était faite. A Pierre Méténier, elle dit qu'il y avait une bouteille qui la gênait bien, mais qu'elle s'en débarrasserait. Enfin, depuis l'assassinat, on la voit souvent pleurer; suivant l'expression d'un témoin, « elle n'était pas tranquille, elle avait peur. » Quand on parlait de la mort de son beau-père, elle cessait de prendre part à la conversation; « sa figure changeait de couleur, » dit le témoin Boutonnet; « il fallait pour la faire parler lui adresser dix fois la parole. »

Malgré les injonctions de son mari, qui lui recommandait de prendre garde de ne rien dire qui puisse lui faire du tort, les craintes et les remords percent à chaque instant; entendant un jour battre le tambour du côté de Lariot, elle ne peut s'empêcher de dire à quelques femmes avec lesquelles elle gardait son troupeau : « Je disais hier à mon mari qu'on pouvait venir nous chercher tous les deux, nous avons fait le même mal. »

En conséquence, etc...

M. le président procède ensuite à l'interrogatoire de l'accusée, qui ne toutes les charges portées contre elle. Elle proteste surtout avec beaucoup d'énergie et une grande volubilité de paroles contre la condamnation de son mari, et elle s'écrie sans cesse : « La condamnation de mon mari est injuste et il est mort innocent ! » Suivant elle, les témoins leur en voulaient depuis longtemps, et ils ne les ont chargés, elle et son mari, que parce qu'ils les détestaient.

Les témoins entendus reproduisent toutes les charges contenues dans l'acte d'accusation, et quoique déjà ils aient été appelés à en déposer plusieurs fois, la première, lors du jugement de Jean Legland; la seconde, à la première comparution de la veuve Legland elle-même devant les assises du mois d'avril, nul n'a varié dans ses déclarations. La veuve Burlot, surtout, dont la déposition a contribué si puissamment à entraîner la condamnation de Jean Legland, répète, dans les mêmes termes que précédemment, que le 6 décembre, à sept heures trois quarts du soir, elle a vu et reconnu les époux Legland revenir, à travers champs, de l'endroit où avait été commis le crime.

Après l'audition des témoins, M. le président donne la parole à M. le procureur impérial.

M. de Lefebvre commence par établir qu'il y avait sur le théâtre du crime deux instruments de mort, un bâton de saule cassé en trois et un pieu en chêne, tous les deux tachés de sang et portant des cheveux de la victime; qu'il devait y avoir des lors deux assassins, à moins qu'on ne veuille admettre, ce qui est impossible, ou que le seul coupable ait frappé des deux mains, ou bien qu'il ait prévu son bâton de saule se briserait et qu'il ait préparé alors un autre instrument pour continuer son œuvre de destruction; que s'il y a eu deux coupables, dont déjà l'un est connu, l'autre ne peut être que la femme Legland, qui, pendant toute la soirée du 6, n'a pas quitté son mari, et qui a été vue avec lui, suivant la direction qui conduit du lieu où Legland père a été trouvé sans vie à leur demeure; qu'à la vérité, dans le trajet d'aller et de retour, il ne trouve qu'une seule trace de pas, celle de Legland fils, mais qu'après l'assassinat il rencontre les deux coupables; il les trouve encore sur le théâtre même du crime, il les voit au retour, il les voit après leur rentrée dans leur maison; que l'alibi invoqué par les époux Legland, et qui consiste à dire qu'ils ont été vus le soir à six heures et demie par Laurent et un peu plus tard par Bardes, qui a passé la soirée chez eux, loin de servir leur cause, doit être invoqué contre eux : car il est constant que Legland fils a quitté Laurent à six heures un quart ou six heures et demie pour aller manger sa soupe, et qu'il ne l'a réellement mangée qu'à sept heures trois quarts ou huit heures devant Bardes qui venait d'entrer chez eux; que cette soupe était froide et que le feu paraissait presque éteint. Legland et sa femme ne sont donc pas restés chez eux de six heures et demie à sept heures trois quarts, puisque personne ne les a entendus, pas même les filles Bardes, dont la demeure n'est séparée de celle des époux Legland que par un léger galandage qui leur permet d'entendre tout ce qui s'y passe. Personne n'a vu de la lumière chez eux, et ce n'est qu'à sept heures trois quarts que les filles Bardes ont entendu lever le loquet de la porte comme pour rentrer.

Or, le crime a été commis à sept heures et demie, et les époux Legland ont été vus un peu plus tard revenant de la direction du lieu de l'attentat par la veuve Burlot. Leur attitude, du reste, depuis le commencement de l'enquête, prouve les craintes qu'ils éprouvaient. M. le procureur impérial ajoute que tout dans cette cause prouve la culpabilité des époux Legland; que déjà Jean Legland a subi la peine des parricides; que sa femme est non moins coupable que lui; que cependant il y a une distinction à établir entre les deux époux et qu'il laisse à MM. les jurés le soin de distinguer s'il y a des circonstances atténuantes à admettre en ce qui concerne l'accusée.

Cette improvisation, qu'il nous est impossible de rendre dans toute sa force et dans tout son éclat, a produit un puissant effet sur tout l'auditoire.

La défense de l'accusée était difficile; cependant, M. Méténier, sans se laisser effrayer par cet éloquent réquisitoire, a fait valoir avec beaucoup d'habileté tout ce qui pouvait militer en faveur de sa cliente. Il montre le ministère public ne trouvant sur le chemin du crime que les traces d'un seul assassin, et cependant accusant deux coupables, comme en contradiction avec lui-même et ne jugeant que par inductions; il y avait deux bâtons, mais l'un s'étant brisé, l'assassin a dû en saisir un autre pour perpétrer son crime, sans qu'il soit besoin pour cela d'arriver avec un bâton d'une main et un pieu de l'autre; et même en admettant ce fait, le coupable voulant s'assurer de la mort de sa victime, n'a-t-il pas pu préparer tous les moyens pour arriver à ce but ?

Le défenseur discute ensuite sur l'heure du crime, et il cherche à établir que les époux Legland, qui ont été vus chez eux à sept heures trois quarts par Bardes, ne pouvaient pas être à la même heure sur le chemin que suivait Legland père, qui n'est sorti de chez Momian qu'à sept heures et demie; or, pour aller de chez Momian à l'endroit où a été trouvé le cadavre, il faut de sept à huit minutes, et pour revenir de là à la maison des époux Legland, il faut au moins dix minutes. Ce ne sont donc pas eux qui ont assassiné leur père. L'avocat ajoute que la femme Burlot s'est trompée, et qu'à la distance où elle était des gens qui passaient, elle n'a pas pu reconnaître à sept heures et demie du soir, au mois de décembre, quoiqu'il fit clair de lune, les époux Legland. Que, d'un autre côté, si Legland fils est coupable, ainsi que l'a décidé un jury précédent, cette décision n'implique pas la culpabilité de sa cliente.

te; que celle-ci a pu connaître le crime reproché à son mari, mais que par dévouement et pour sauver son honneur elle ne s'exprime pas avec cette culpabilité sans y être pour rien. Ainsi, suivant M. Méténier, il n'y a qu'un coupable, et ce coupable la justice l'a atteint; quant à sa cliente, elle est innocente et l'on peut tout au plus supposer que, connaissant le crime commis par son mari, par un dévouement admirable elle veut sauver son honneur en renfermant dans son sein ce terrible secret.

Après les répliques, M. le président fait de tous les débats un résumé, dans lequel il expose avec autant de clarté que de concision les moyens de l'accusation comme ceux de la défense.

Le jury se retire ensuite dans la salle des délibérations, et au bout d'une demi-heure il apporte un verdict affirmatif sur la seule question qui lui a été posée, avec admission de circonstances atténuantes.

En conséquence, la femme Legland est condamnée aux travaux forcés à perpétuité.

Ainsi finit ce drame sanglant qui a fait disparaître de la société une famille entière. Le père d'abord, mort assassiné par ses enfants; le fils ensuite, dont la tête est tombée sur l'échafaud; et la bru, qui doit aller expier son crime dans une réclusion perpétuelle. Cet dernier proteste toujours de son innocence; cependant ceux qui l'ont vu de près lors de sa condamnation ont cru s'apercevoir qu'elle s'attendait à une peine plus terrible que celle qui lui a été infligée.

On lit dans le Moniteur :

« Un rapport de M. le gouverneur de la Guyane française, en date du 15 juin, contient de nouveaux et intéressants détails sur la situation des établissements pénitentiaires.

« Aux îles du Salut il a été exécuté des travaux considérables; les routes mal tracées et à peine ébauchées ont été rectifiées et macadamisées en grande partie; les rues du camp de l'île Royale sont magnifiques. La caserne de la garnison, les magasins, les ateliers ont été mis en bon état; quelques utiles extensions y vont être données. Un jardin, créé sur la partie du vent, fournit des légumes à l'hôpital. On y prépare des plantations de cafés, qui paraissent devoir bien réussir.

« Il n'a existé jusqu'à présent sur l'île Royale qu'une étroite prison où les plus mauvais sujets se trouvent entassés pêle-mêle. On s'occupe, par les ordres du gouverneur, d'organiser un moyen de répression plus efficace et d'employer les forçats eux-mêmes à construire des cellules. L'emplacement en a été choisi dans le voisinage de la caserne de l'Est.

« L'état sanitaire des îles est bon. Toutefois il restait dans l'hôpital plus de cent hommes, arrivés de France, déjà épuisés par l'âge ou la vie des bagues.

« A l'île Saint-Joseph, le via est terminé et l'emplacement du dépôt de charbon dégagé. On a exécuté quelques travaux pour conserver les sources, et une route a été ouverte, conduisant de l'établissement au jardin et à la plage de sable situés au vent de l'île.

« A l'île la Mère, la fièvre a atteint un assez grand nombre d'hommes depuis une quinzaine de jours; mais elle n'est pas d'un caractère alarmant. Dans la prévision de la prochaine arrivée de l'Albatros (1), le gouverneur comptait faire déposer momentanément à Saint-Joseph les cent repris de justice ou condamnés diis politiques qui font partie de ce convoi.

« M. le lieutenant d'artillerie Dard, récemment nommé commandant particulier de la Montagne-d'Argent, était arrivé à son poste depuis une douzaine de jours; sa première correspondance faisait espérer qu'il donnerait aux travaux de cet établissement une impulsion active et intelligente. On devait, à la fin de juin, lui envoyer cent nouveaux déportés de l'île Royale.

« La récolte de café était faite; le produit était faible, mais des soins mieux entendus l'accroîtront sensiblement. La fabrication du manioc allait commencer. Une première fournée de briques avait assez bien réussi, et on avait la certitude de pouvoir en fournir aux établissements supérieurs de l'Oyapock.

« A Saint-Georges, sur l'Oyapock, les travaux, malgré beaucoup de contrariétés imprévues, marchaient avec activité. Le nombre des déportés était de 88, dont 20 blancs, et vers le 1^{er} juillet le gouverneur devait y conduire lui-même 50 nouveaux travailleurs. « Il faut, dit-il, que les constructions marchent rapidement, afin que, dans le courant d'août, nous puissions les ralentir ou même les abandonner pour faire les abatis et préparer l'incendie qui doit débayer le sol, et qui sera allumé en septembre. Je compte toujours qu'à cette époque l'effectif de Saint-Georges sera élevé au chiffre de 300.

« La situation des pénitenciers présentait au 15 juin les effectifs suivants :

Iles du Salut,	1260
Îlet la Mère,	372
Montagne-d'Argent,	259
Saint-Georges,	88
Cayenne et les quartiers,	112
Total :	2091

CHRONIQUE

PARIS, 2 AOUT.

M. Mynard, nommé juge-suppléant au Tribunal de première instance de Châteaudun, a prêté serment à l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour impériale, présidée par M. le premier président Delangle.

— Le Tribunal correctionnel a condamné aujourd'hui à 80 francs d'amende le sieur Charles-Joseph-Cyrille Sieurac, instituteur, pour avoir ouvert une école rue Royer-Collard, 22, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable.

— Un jeune homme de vingt-sept ans est amené sur le banc du Tribunal correctionnel (8^e chambre), présidé par M. Prudhomme. Sa tenue modeste et le pâleur de ses traits, qui accusent un état maladif, prévenaient en sa faveur. Eugène Lacour est prévenu de vol.

Un libraire dépose que, dans la matinée du 5 juillet, il a fait arrêter ce jeune homme, qui venait d'enlever à son étalage le 8^e volume des *Lois de la procédure civile et administrative*.

M. le président, au prévenu : Vous reconnaissez la vérité de la déposition du libraire ?

Le prévenu : Il n'a dit que la vérité.

M. le président : Expliquez donc au Tribunal ce qui paraît inexplicable. Aucun mauvais renseignement n'est donné sur vous, vous paraissez intelligent, et vous débitez, quoi ? le 8^e volume d'un ouvrage, c'est-à-dire un objet qui, séparé, n'a plus de valeur.

Le prévenu : Je suis un exemple de plus que la faim est une mauvaise conseillère. Voulez-vous me permettre de vous dire qui je suis et à quoi j'ai été réduit.

M. le président : Parlez, dites toute la vérité, c'est le

(1) L'Albatros, parti de Toulon le 25 avril, n'a dû arriver à Cayenne que vers la fin de juin. Ce bâtiment a éprouvé de très longs retards à sa sortie de la Méditerranée.

seul moyen de vous concilier la bienveillance de la justice.

Lacour : J'ai reçu quelque instruction, et depuis quelques mois j'ai été admis dans une maison religieuse du Midi pour y étudier le chinois, dans l'intention, quand je connaîtrai suffisamment cette langue, d'aller en Chine en qualité de missionnaire. Il y a quelques semaines, je reçus une lettre de Normandie, où on m'apprenait que mon père était malade et désirait vivement me voir. Je dus accéder à ce désir; j'avais à traverser toute la France; on ne put me remettre que 35 fr. pour faire le voyage; à Lyon, je fus pris d'un crachement de sang qui me força à m'y reposer quelques jours. Néanmoins, je repris bientôt ma route et j'arrivai à Paris; mais là le crachement de sang me reprit, et comme je n'avais plus d'argent, j'entrai dans un hôpital. A ma sortie de l'hôpital, je priai qu'on me donnât un pain; il me fut répondu que si on me donnait un pain, il en faudrait donner à tous ceux qui sortent des hôpitaux, et qu'il n'y avait pas de fonds pour cela, qu'au surplus ce n'était pas l'usage.

Je m'éloignai donc, et ce jour, la nuit qui suivit et le jour du lendemain, j'étais par la ville, souffrant de la fatigue et de la faim. Vers le soir du second jour, je rencontrai une personne de connaissance à qui je confiai ma triste position; cette personne n'avait que 30 sous qu'elle me donna. Je tombais de lassitude, je me hâtai de chercher un hôtel garni. On me demanda 2 fr. pour me coucher une nuit; je n'avais que 30 sous, que j'offris et qu'on voulut bien accepter. Je dormis donc cette nuit; mais le lendemain, en quittant l'hôtel garni, je me sentais tourmenté par la faim; j'étais à droite et à gauche, sans projet, sans résolution, regardant tout sans voir, écoutant sans entendre. C'est dans un de ces moments que je vis des livres étalés dans la rue, et que sans réflexion, sans me cacher, comme j'aurais pu le faire dans ma bibliothèque, j'en pris un que je mis dans ma poche. C'est un vol, messieurs... oh! c'est un vol!... mais ce livre n'était pas pour moi un livre, c'était un morceau de pain... Oh! si vous saviez!...

M. le président : Remettez-vous, le Tribunal entendra tout ce que vous avez à dire.

Lacour : Je fus arrêté presque au même moment; on me conduisit au corps-de-garde; mes forces étaient épuisées, je tombai sans connaissance au milieu des soldats. Quand je revins à moi, le commissaire de police m'interrogea; j'étais si faible que je ne pouvais lui répondre; je le priai de me faire donner à manger; il me fit apporter du pain et du vin, et c'est après avoir mangé que je pus lui dire ce que je viens de vous raconter.

Après ce triste récit, confirmé par les déclarations des témoins, les juges se regardent et se sont compris; une même pensée les anime, et après que M. le président a prononcé le renvoi du prévenu, M. le greffier lui remet une lettre chargée, qui le fera admettre pendant quelques jours dans la maison de refuge de la rue des Anglais.

— Tout le monde ne sait pas ce que c'est qu'une poule d'honneur. Autrefois une poule d'honneur, c'était quelque chose; pour la gagner, il fallait, sinon beaucoup d'honneur, au moins beaucoup d'adresse au noble jeu de billard, car on avait à la dispute contre les professeurs les plus émérites. On a changé tout cela, et aujourd'hui pour gagner une poule d'honneur il ne faut pas plus d'adresse que d'honneur, il ne faut même plus de billard; il suffit d'un panier contenant des boules numérotées; on secoue les boules dans le panier, et le plus haut numéro sortant de cette roue de fortune en osier gagne la poule d'honneur, c'est-à-dire toutes les mises des joueurs.

La poule d'honneur, ainsi pratiquée, est donc au plus haut chef un jeu de hasard; aussi la police est-elle toujours en quête du lieu où elle peut se jouer.

Quatre individus, les sieurs Augsburg, maître de café, Haye, garçon limonadier, Collignon, commis marchand, et Cantier, colporteur, sont traduits aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention de tenue de maison de jeu de hasard.

Les débats ont établi les faits suivants :

Le 26 juin dernier, un commissaire de police, assisté de plusieurs agents, se présentait rue Saint-Antoine, 104, dans un café connu sous le nom de la Reine-Blanche. Dans une salle au fond de la cour, il y trouvait soixante-dix-sept personnes qui faisaient une poule d'honneur. A son arrivée la plus grande panique s'empara des joueurs qui ne trouvaient pas assez d'issues pour s'échapper. Dans cette fuite générale, on eut à déplorer un grave accident; l'un des joueurs, n'écoulant que la frayeur dont il était saisi, ouvrit une fenêtre et se précipita dans la cour; quand on le releva il avait la cuisse cassée; les autres, arrêtés aux portes qui étaient gardées, eurent à donner leurs noms et qualités; on sut ainsi que la réunion se composait d'ouvriers, de commis et de quelques-uns de ces étudiants qu'on trouve partout, hors aux écoles; il fut trouvé sur ces diverses personnes une somme de 1,027 fr.

Des témoignages entendus il résultait que Augsburg, maître du café, jouait une de ses salles à raison de 14 fr. par jour, outre le bénéfice qu'il faisait sur la consommation, à ses trois complices Haye, Collignon et Cantier. Ces trois derniers étaient les entrepreneurs du jeu; à chaque poule, c'est-à-dire à chaque tirage des boules du panier, ils percevaient un droit de 25 c. Quelque minime que paraisse ce droit, comme les tirages se succédaient rapidement, il a été constaté qu'à la fin de la journée le bénéfice pour les entrepreneurs montait à 70 fr., quelquefois à 80 et même à 100 fr.

M. Dupré-Lassalle, substitut, a soutenu la prévention, qui a été combattue par M. Lachaud, Darragon et Hypolite Bour.

Le Tribunal a condamné Collignon à quatre mois de prison et 100 fr. d'amende; les trois autres, Augsburg, Haye et Cantier, à deux mois de prison et 100 fr. d'amende.

— L'administration a fait connaître, au mois d'août 1852, qu'elle avait arrêté à 4,500 le nombre des marchands ambulants de comestibles qui pourraient être autorisés à circuler dans les rues de Paris, et qu'une fois ce nombre atteint, il ne serait plus délivré de nouvelles permissions qu'au fur et à mesure des vacances qui surviendraient.

Le chiffre fixé est atteint depuis longtemps, et il existe en ce moment dans les bureaux un grand nombre de demandes, dont la plupart, à raison de la rareté des vacances, resteront infailliblement sans suite pendant plusieurs années. Dans cet état de choses, de nouvelles demandes n'auraient aucune chance d'être accueillies.

— Erratum. — En annonçant et en analysant dans la Gazette des Tribunaux du 21 juillet dernier l'arrêt rendu le 20 juillet par la Cour de cassation (chambre civile), sur la question des expéditions par chemin de fer et du groupement des cotis, nous avons indiqué que cet arrêt avait été rendu contrairement aux conclusions de M. le premier avocat-général Nicias Gallard. Mais dans notre numéro du 30 juillet qui contient le texte même de l'arrêt, il s'est glissé une faute que nous nous hâtons de réparer. Au lieu de rappeler que cet arrêt a été rendu contrairement aux conclusions de M. le premier avocat-général, on a imprimé par erreur le mot *conformément*.

DÉPARTEMENTS.

SEINE-INFÉRIEURE (Fécamp). — On lit dans le *Nouvel-iste caennais* :

« Jeudi dernier, vers neuf heures et demie du soir, au moment où la veuve Geulin, cultivatrice à la Roquette, et

sa fille Henriette, allaient se mettre au lit, elles entendirent frapper à leur porte et crurent reconnaître la voix du sieur Marécal père, leur voisin et parent (Marécal père est le beau-frère de la veuve Geulin). La demoiselle Henriette s'empressa d'aller ouvrir; mais, au lieu de Marécal père, ce fut Marécal fils, boulanger à Fécamp, qu'elle rencontra sur le seuil.

« Avant d'avoir proféré aucune parole, cet homme lui asséna un coup de bâton sur la tête, la repoussa dans l'intérieur de l'appartement, tira le verrou derrière lui et continua de frapper violemment sa cousine avec l'arme dont il s'était déjà servi.

« La pauvre mère accourut porter assistance à sa fille, aussi vite que ses soixante-dix-sept ans le permettaient; mais à son tour elle devint l'objet des violences de Marécal qui la frappa en aveugle sur la tête, sur les bras, partout enfin où il pouvait atteindre. Henriette, abandonnée un instant par ce forcené, se précipita sur la porte, l'ouvrit et voulut sortir pour appeler à l'aide; Marécal, comprenant ce qu'elle cherchait à faire, la saisit alors par les cheveux afin de la retenir, mais les cheveux lui restèrent à la main. Elle prit l'avance, il la suivit et finit par l'atteindre. Là se passa une nouvelle scène de brutalité aussi révoltante que les autres. La rage du forcené redoubla pour être bientôt détournée vers l'autre victime, la malheureuse mère, qui, voyant sa fille trop faible pour lever le crochet de la barrière, se dirigeait de son côté vers des lisses qui se trouvaient à l'extrémité de la mesure, afin d'obtenir des voisins quelque protection.

« Marécal se rua sur elle et ne la quitta que complètement terrassée. Pendant ce temps la demoiselle Henriette avait réussi à gagner une autre issue où enfin elle rencontra le sieur Joseph Bazile, charbon, que les cris poussés par les deux pauvres femmes avaient attiré.

« Ce brave ouvrier chercha partout dans les appartements, sous les hangars, mais Marécal avait pris la fuite, et ce n'est que le lendemain à quatre heures du matin qu'il a été arrêté par la gendarmerie de Fécamp.

« Reconnu hier sur les lieux, pour assister à l'enquête commencée par M. le juge de paix, Marécal s'est renfermé longtemps dans un système absolu de dénégations; mais entraîné par la force de l'évidence, il a fini par faire quelques aveux.

« Cet homme est âgé de quarante-six ans, veuf et père de trois enfants en bas-âge.

« Jusqu'à présent nous ignorons les motifs qui ont déterminé son crime.

« Par suite de leurs blessures, M^{me} et M^{lle} Geulin sont dans un état qui offre d'assez vives inquiétudes.

« Marécal, amené au Havre aujourd'hui, a subi un premier interrogatoire. »

— MAINE-ET-LOIRE (Angers). — Un enfant placé chez une nourrice aux environs de la ville vient de mourir dans des circonstances assez singulières pour que l'autopsie ait été jugée nécessaire par l'autorité. Il résulte du rapport du médecin qui a fait l'opération que l'enfant est mort empoisonné par suite de l'administration trop fréquente du suc de pavots, que sa nourrice lui donnait pour obtenir son silence pendant qu'elle allait vaquer aux travaux les plus pressants de la campagne.

— Hier, dans l'après-midi, le quartier du Pilon a été mis en émoi par un bien cruel événement. Une jeune personne poussée, dit-on, à la folie par de violents chagrins, après avoir pris la précaution de renfermer sous clé sa mère dans une chambre, s'est montrée à une fenêtre dans un état presque complet de nudité, et là, à la vue des passants effrayés, elle s'est crevé les yeux avec des ciseaux à broder, et s'est mutilé le sein. C'est avec des peines infinies qu'on est parvenu à s'emparer de cette malheureuse. Elle a été immédiatement transportée à l'Hôtel-Dieu.

— PAS-DE-CALAIS (Boulogne). Un nouvel et bien terrible accident est arrivé à l'une des deux filatures de lin de cette ville. Hier matin, un pauvre jeune homme de seize ans, Pierre-Marie Cordier, né à Maninghen-lez-Wimille, employé à l'ancienne filature, y a trouvé la mort dans les circonstances les plus affreuses. Il était cinq heures et quelques minutes du matin, les ateliers venaient d'être ouverts aux ouvriers, et chacun était occupé à opérer les travaux préliminaires, à mettre les métiers en communication avec la machine motrice. Cordier, monté sur un marche-pied, venait d'attacher à son métier la courroie de la roue de transmission qui devait lui donner le mouvement, lorsque tout-à-coup il fit entendre un cri déchirant. Le malheureux, perdant sans doute l'équilibre sur son marche-pied, avait, par une inexplicable fatalité, saisi la courroie du métier appartenant au sien. Violemment entraîné par cette courroie et la roue de transmission, qui l'avait enlevé par-dessus la machine, il retomba de l'autre côté, le corps littéralement broyé et séparé en plusieurs morceaux.

Le mouvement de rotation de cette roue est tellement violent, tellement précipité, que l'infortuné garçon, rencontrant le plafond au-dessus de la machine, le creva, et découvrant ainsi l'arête vive de l'une des solives qui le forment, s'y coupa les deux jambes, qui furent lancées chacune d'un côté du métier... Que l'on juge de la stupeur des ouvriers présents à une si horrible catastrophe! La mort a dû être instantanée. Le cadavre est mutilé d'une manière effrayante; outre la séparation des deux jambes un peu au-dessus du genou, les cuisses sont entièrement broyées, ainsi que le bras gauche, qui a été saisi le premier; la poitrine, surtout du côté gauche, a été comprimée, écrasée même par le contact de la fatale roue. Quant à la tête, elle a été toute meurtrie, sans qu'il s'y soit produit aucune fracture. La population de notre ville a été tristement émue de ce funeste accident, et la police s'étant rendue sur les lieux, en a dressé procès-verbal, qu'elle a transmis aux autorités.

AVIS.

Le public est prévenu que l'exposition spéciale des ouvrages des artistes ayant obtenu des médailles au salon de 1853 ouvrira le mercredi 3 août, à dix heures.

Les vingt-deux cartons exécutés jusqu'à ce jour par M. Chenavard et faisant partie des cinquante-trois compositions qui étaient destinées à la décoration du Panthéon seront adjoints à cette exposition, qui sera ouverte pendant huit jours, de dix heures à quatre heures.

Le jeudi et le lundi compris dans ces huit jours, il sera perçu à l'entrée une rétribution de 1 fr.

La clôture aura lieu le mercredi 10 août. On entrera par la rue du Faubourg-Poissonnière.

L'Empereur, on le sait, protège l'industrie. S. M. se plaît à honorer de sa présence les grands établissements; aussi l'usine Tronchon a-t-elle été plusieurs fois visitée par Sa Majesté.

M. Tronchon vient d'être mandé à Saint-Cloud, où l'Empereur a daigné lui faire personnellement une importante commande avec cette gracieuse affabilité qui pénètre de reconnaissance tous ceux qui ont l'honneur de l'approcher.

M. Tronchon vient en outre d'être investi du brevet de fournisseur spécial de la maison de l'Empereur. Les beaux produits en fer, si merveilleusement exécutés pour la serrurerie artistique, les ornements pour parcs et jardins, les

